04-01-1989
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 11 octobre 1988, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code des taxes assimilées au timbre", a donné le 9 novembre 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 oktober 1988 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen", heeft op 9 november 1988 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

La loi en projet tend à exécuter des arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes intervenus dans les circonstances suivantes.

Un arrêté royal n° 17 du 20 juillet 1970 relatif à l'établissement d'une base minimale d'imposition pour les voitures automobiles en matière de taxe à la valeur ajoutée portait que la taxe à la valeur ajoutée sur les voitures neuves et les voitures mixtes neuves était calculée non sur le prix réel de l'opération, mais sur le prix de catalogue.

Saisie par la Commission des Communautés européennes, en vertu de l'article 169 du traité C.E.E., la Cour de justice des Communautés européennes a déclaré dans un arrêt du 10 avril 1984, ce qui suit :

> "En maintenant, dans le secteur des voitures, comme base d'imposition de la T.V.A. le prix de catalogue en tant que mesure particulière dérogatoire à l'article 11 de la sixième directive, sans que les conditions prévues dans l'article 27, paragraphe 5, de ladite directive soient réunies, le Royaume de Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du traité C.E.E.".

A la suite de cet arrêt, un arrêté royal n° 17 du 20 décembre 1984 a abrogé l'arrêté royal n° 17 du 20 juillet 1970 relatif à l'établissement d'une base minimale d'imposition pour les voitures automobiles, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, à la date de sa publication au Moniteur belge, soit le 3 janvier 1985.

Le même jour était publiée au Moniteur belge une loi du 31 juillet 1984 modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. Suivant l'exposé des motifs qui la précède, cette loi tendait à compenser "par un supplément de taxe à l'immatriculation, la perte enregistrée sur la taxe à la valeur ajoutée". En effet, l'article 5, § 1er, du Code des taxes assimilées au timbre tel qu'il est modifié par l'article 2 de la loi précitée porte que pour les voitures neuves et les voitures mixtes neuves, la taxe d'immatriculation est perçue sur le prix de catalogue en vigueur à la date de l'immatriculation du véhicule. Quant à l'article 5 de la même loi, il prévoit que pour les immatriculations opérées entre le 10 avril 1984 et la date de publication au Moniteur belge de la loi précitée, le Roi peut imputer les sommes versées indûment pendant ladite période au titre de la taxe sur la valeur ajoutée, sur les montants dus au titre de la taxe à l'immatriculation.

Saisie d'un nouveau recours visant à faire constater que la Belgique, en maintenant en fait dans la loi du 31 juillet 1984 le prix de catalogue comme base pour l'imposition des voitures neuves et des voitures mixtes neuves, n'avait pas pris les mesures que comportait l'exécution de l'arrêt de la Cour du 10 avril 1984, la Cour de Justice, dans un arrêt du 4 février 1988, a dit pour droit que :

.../...

"En maintenant en fait dans sa loi du 31 juillet 1984 (modifiant le Code des taxes assimilées au timbre) le prix de catalogue comme base de l'imposition des voitures neuves, le Royaume de Belgique n'a pas pris les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour du 10 avril 1984 et a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du traité" (1).

+

Aux termes de l'article 171 du Traité C.E.E., "si la Cour de Justice reconnaît qu'un Etat membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent traité, cet Etat est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt".

En adoptant le projet de loi tendant à abroger la loi du 31 juillet 1984 modifiant le Code des taxes assimilées au timbre, que la Cour de Justice a condamnée par son arrêt du 4 février 1988, comme constitutive d'un manquement aux obligations qui incombent à la Belgique en vertu du traité, le pouvoir législatif tiendra compte dudit arrêt, dans sa sphère de compétences, telle qu'elle est définie par les articles 110, § 1er, et 112, alinéa 2, de la Constitution. En effet, les arrêts de constatation de manquement n'ayant qu'un effet déclaratoire (2), il ne saurait résulter de l'arrêt lui-même l'abrogation ou l'annulation de la loi en question.

.../...

---

(1) Aff. 391/85, Commission c/ Belgique (manquement d'Etat - défaut d'exécution d'un arrêt de la Cour - sixième directive- base d'imposition).

(2) C.J.C.E., arrêt du 18 décembre 1960, aff. 6/60, Humblet, Rec., 1960, p. 1145.

En vertu de l'article 6 de la loi en projet,l'abrogation de la loi précitée du 31 juillet 1984 rétroagira à la date du 4 février 1988, qui correspond à celle du prononcé de l'arrêt qui a constaté le manquement. Suivant les explications du fonctionnaire délégué, l'administration a suspendu, depuis cette date, la perception de la taxe d'immatriculation sur les voitures neuves et les voitures mixtes neuves.

En ce qui concerne les taxes d'immatriculation perçues avant le 4 février 1988, l'article 4 de la loi en projet prévoit leur restitution, sans préjudice de la prescription de l'action en restitution prévue à l'article 202^{8} du Code des taxes assimilées au timbre, c'est-à--dire un délai de deux ans courant à partir de la perception de ladite taxe. Mais il est prévu que ce délai est prorogé jusqu'au dernier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la loi en projet est publiée au Moniteur belge, en ce qui concerne les actions en restitution dont la prescription serait acquise après le 4 février 1988.

Conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes :

> "En l'absence de réglementation communautaire en la matière (de la sauvegarde des droits subjectifs des particuliers), il appartient à l'ordre juridique interne de chaque Etat membre de désigner les juridictions compétentes et de régler les modalités procédurales du recours en justice destinées à assurer la sauvegarde des droits que les justiciables tirent de l'effet direct du droit communautaire;
> (...)
>
> Ces modalités ne peuvent être moins favorables que celles concernant des recours similaires de nature interne;

Ces modalités et délais ne peuvent aboutir à rendre en pratique impossible l'exercice de droits que les juridictions nationales ont l'obligation de sauvegarder" (1).

Ou encore :

"S'il est vrai que (le remboursement de droits d'inscription) ne peut être poursuivi que dans le cadre des conditions de fond et de forme fixées par différentes législations nationales en la matière, il n'en reste pas moins ... que ces conditions ne sauraient être moins favorables que celles qui concernent des réclamations semblables de nature interne et qu'elles ne sauraient être aménagées de manière à rendre pratiquement impossible l'exercice des droits conférés par l'ordre juridique communautaire" (2) (3).

.../...

(1) Cour de Justice des Communautés européennes, affaires 33 et 45/76, REWE et COMET, du 16 décembre 1976, Rec., 1976, pp. 1989 et 2043.

(2) Cour de Justice des Communautés européennes, affaire 309/85, arrêt du 2 février 1988, BARRA.

(3) Sur les rapports entre le droit communautaire et le droit procédural national, voir e.a. Barav. A., La répétition de l'indu dans la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes, Cah. dr. eur., 1981, pp. 507-538; Hubeau F., La répétition de l'indu en droit communautaire, Rev. trim. dr. eur., 1981, pp. 442-470; Waelbroeck M., La nature du droit au remboursement des montants payés contrairement au droit communautaire, Liber Amicorum, J. Mertens de Wilmars, Anvers, Kluwer Rechtswetenschappen, 1982, pp. 431-439 et les références y citées.

La loi en projet ne fixe pas des conditions de remboursement de la taxe d'immatriculation, moins favorables que celles relatives aux recours internes en matière de taxes assimilées au timbre. En effet, elle ne prive pas les contribuables auxquels un certificat d'immatriculation a été délivré plus de deux ans avant le 4 février 1988, du droit d'obtenir le remboursement de la taxe indûment perçue, soit qu'ils en aient fait la demande conformément à l'article 11 du règlement général sur les taxes assimilées au timbre ou qu'ils aient interrompu la prescription de deux ans prévue par l'article 202[8] du Code des taxes assimilées au timbre en recourant au mode d'interruption prévu par l'article 202[9] du même Code.

En outre, les personnes dont l'action en restitution de la taxe d'immatriculation n'était pas prescrite à la date de la prononciation de l'arrêt du 4 février 1988 se voient reconnaître un droit à obtenir le remboursement de la taxe, grâce à une prorogation du délai de prescription.

En revanche, le projet de loi est muet quant au remboursement éventuel des sommes perçues au titre de la taxe sur la valeur ajoutée, sur les rabais consentis sur le prix de catalogue des voitures neuves.

Il appartient au Gouvernement et au Parlement d'apprécier s'il ne convient pas, pour donner aux arrêts de la Cour de justice une exécution complète, de prévoir le remboursement de la fraction de la taxe sur la valeur ajoutée indûment perçue avant que la loi du 31 juillet 1984 n'entre en vigueur et si pour préserver l'égalité entre ceux qui ont payé la taxe d'immatriculation et ceux qui ont

versé indûment une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, il n'y a pas lieu de prévoir en faveur de ces derniers une prorogation du délai de prescription semblable à celle dont ceux qui ont payé la taxe d'immatriculation bénéficient, prorogation qui serait justifiée par la circonstance que l'action en restitution d'une partie de la taxe sur la valeur ajoutée - qui est de cinq ans suivant l'article 81 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée - serait prescrite prochainement à l'égard de ceux qui n'auraient pas introduit une demande en restitution ou qui n'auraient pas interrompu la prescription conformément à l'article 83 du même Code.

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article 1er.

Dans l'article 5, § 1er, en projet, le deuxième alinéa de ce paragraphe contient une discordance entre le texte français "... entre un fournisseur et un preneur indépendants" et le texte néerlandais "tussen twee van elkaar onafhankelijke partijen".

Le texte néerlandais paraissant plus adéquat, il y a lieu, si ce dernier texte est conforme à l'intention du Gouvernement, de rédiger le texte français de la même manière que le texte néerlandais.

.../...

Article 4.

A la fin de cet article, il y a lieu d'écrire "... le délai de prescription est prorogé jusqu'à ce dernier jour".

Article 5.

Alinéa 1er.

En vertu de l'article 15, § 2, du Code des taxes assimilées au timbre, il appartient au Roi de déterminer "les formalités et les conditions auxquelles sont subordonnées les restitutions (...) et les modalités selon lesquelles elles sont opérées".

Selon l'article 11, alinéa 5, du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, le minitre des Finances ou son délégué "détermine la forme de la demande en restitution (et) les documents à produire pour justifier de l'existence de la cause du remboursement (...)".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle le projet de loi déroge à la répartition des compétences telle qu'elle résulte de l'article 15, § 2, du Code des taxes assimilées au timbre et de l'article précité du Règlement général des taxes assimilées au timbre.

En réalité, c'est au Roi qu'il appartient de déterminer les formalités et les conditions auxquelles sont subordonnées les restitutions ainsi que les modalités selon lesquelles elles sont opérées.

Cet alinéa doit, dès lors, être omis.

.../...

Alinéa 2.

S'il est au pouvoir du Roi d'arrêter la disposition en projet, il convient que cette disposition figure dans l'arrêté royal d'exécution du présent projet.

Article 6.

Il va de soi que les demandes de restitution qui auraient été introduites avant l'édiction des mesures réglementaires que le Roi ou le ministre pourrait arrêter devront être accueillies si elles satisfont aux conditions de la réglementation applicable au moment où les demandes de restitution ont été introduites.

Dans le texte néerlandais de l'article, il y a lieu de remplacer les mots " Dit besluit" par les mots "Deze wet".

ALGEMENE OPMERKING.

De ontworpen wet heeft tot doel uitvoering te geven aan arresten van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen die tegen de achtergrond van de volgende omstandigheden zijn gewezen.

In een koninklijk besluit nr. 17 van 20 juli 1970 met betrekking tot de vaststelling van een minimummaatstaf van heffing voor personenauto's, op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde, werd bepaald dat de belasting over de toegevoegde waarde op nieuwe personenauto's en nieuwe auto's voor dubbel gebruik niet op de werkelijke prijs van de transactie werd berekend, doch op de catalogusprijs.

Het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, waarbij krachtens artikel 169 van het E.E.G.-Verdrag een zaak aanhangig was gemaakt door de Commissie van de Europese Gemeenschappen, heeft in een arrest van 10 april 1984 het volgende verklaard :

> "Door als bijzondere, van artikel 11 van de Zesde richtlijn afwijkende maatregel de catalogusprijs te handhaven als maatstaf van heffing van de B.T.W. op personenauto's, zonder dat is voldaan aan de voorwaarden van artikel 27, lid 5, van deze richtlijn, is het Koninkrijk België de krachtens het E.E.G.-Verdrag op hem rustende verplichtingen niet nagekomen".

Als gevolg van dit arrest heeft een koninklijk besluit nr. 17 van 20 december 1984 het koninklijk besluit nr. 17 van 20 juli 1970 met betrekking tot de vaststelling

.../...

van een minimummaatstaf van heffing voor personenauto's, op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde, opgeheven op de dag dat het bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad, namelijk op 3 januari 1985.

Op dezelfde dag werd in het Belgisch Staatsblad een wet van 31 juli 1984 bekendgemaakt tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen. Volgens de eraan voorafgaande memorie van toelichting zat bij die wet de bedoeling voor om "door een supplement aan inschrijvingstaks het verlies inzake B.T.W." te compenseren. Zoals artikel 5, § 1, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen bij artikel 2 van de voormelde wet is gewijzigd, bepaalt het namelijk dat voor de nieuwe personenauto's en de nieuwe auto's voor dubbel gebruik de inschrijvingstaks geheven wordt over de catalogusprijs van kracht op de datum van de inschrijving van het voertuig. Artikel 5 van dezelfde wet bepaalt dat de Koning ten aanzien van de inschrijvingen die verricht worden tussen 10 april 1984 en de datum van bekendmaking van de voormelde wet in het Belgisch Staatsblad, de bedragen die in de bedoelde periode ten onrechte als belasting over de toegevoegde waarde zijn gestort, in mindering kan brengen van de als inschrijvingstaks verschuldigde bedragen.

Nadat het Hof van Justitie wederom een beroep voorgelegd had gekregen om te laten vaststellen dat België, door in de wet van 31 juli 1984 in feite de catalogusprijs te handhaven als maatstaf van heffing voor de belasting op nieuwe personenauto's en nieuwe auto's voor dubbel gebruik, niet de maatregelen had genomen die nodig waren ter uitvoering van het arrest van 10 april 1984, heeft het Hof van Justitie in een arrest van 4 februari 1988 rechtdoende verklaard :

"Door in de wet van 31 juli 1984 (tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen) in feite de catalogusprijs te handhaven als maatstaf van heffing voor de belasting op nieuwe personenauto's en auto's voor dubbel gebruik, heeft het Koninkrijk België niet de maatregelen genomen die nodig zijn ter uitvoering van 's Hofs arrest van 10 april 1984, en is het de krachtens het Verdrag op hem rustende verplichtingen niet nagekomen"(1).

+

Artikel 171 van het E.E.G.-verdrag luidt aldus : "Indien het Hof van Justitie vaststelt dat een Lid-Staat een der krachtens dit Verdrag op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen, is deze Staat gehouden die maatregelen te nemen, welke nodig zijn ter uitvoering van het arrest".

Door het aannemen van het wetsontwerp waarmee de opheffing wordt beoogd van de wet van 31 juli 1984 tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, welke wet door het Hof van Justitie is afgekeurd met zijn arrest van 4 februari 1988 als een niet-nakoming van de verplichtingen die krachtens het verdrag op België rusten, zal de wetgevende macht binnen zijn bij de artikelen 110, § 1,en 112, tweede lid, van de Grondwet omschreven bevoegdheidssfeer dit arrest in acht nemen. Aangezien immers de arresten waarbij niet-nakoming van verplichtingen

---------- .../...

(1) Zaak 391/85, Commissie/België (niet-nakoming - niet-uitvoering van een arrest van het hof - Zesde richtlijn - maatstaf van heffing).

wordt geconstateerd slechts van declaratoire aard zijn (1), kan het arrest zelf niet de opheffing of de vernietiging van de betreffende wet tot gevolg hebben.

Krachtens artikel 6 van de ontworpen wet werkt de opheffing van de voormelde wet van 31 juli 1984 terug tot op de datum van 4 februari 1988, welke overeenkomt met de datum van het wijzen van het arrest waarbij de niet-nakoming van verplichtingen is geconstateerd. Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar heeft de administratie met ingang van die datum het heffen van de inschrijvingstaks op nieuwe personenauto's en nieuwe auto's voor dubbel gebruik gestaakt.

Wat de inschrijvingstaks geïnd vóór 4 februari 1988 betreft, bepaalt artikel 4 van de ontworpen wet dat hij wordt terugbetaald, zonder afbreuk te doen aan de verjaring van de in artikel 202^{8} van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen bedoelde rechtsvordering tot terugbetaling, d.w.z. een termijn van twee jaar die ingaat vanaf het heffen van die taks. Er wordt evenwel bepaald dat die termijn voor de vorderingen waarvoor de verjaring zou zijn ingetreden na 4 februari 1988, verlengd wordt tot de laatste dag van de derde maand volgend op die waarin de ontworpen wet in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt.

De rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen luidt aldus :

.../...

(1) H.J.E.G., arrest van 18 december 1960, zaak 6/60, Humblet, Jurisprudentie, 1960, blz. 1188.

"Bij ontbreken van een desbetreffende gemeenschapsregeling (ter zake van het beschermen van de subjectieve rechten van particulieren) is het een aangelegenheid van de nationale rechtsorde om de bevoegde rechter aan te wijzen en de procesregels te geven voor de rechtsvorderingen met het oog op de bescherming van de rechten welke de justitiabelen aan de rechtstreekse werking van het gemeenschapsrecht ontlenen;

(...)

Deze regels (mogen) niet ongunstiger zijn dan die voor soortgelijke nationale vorderingen;

Die procesregels en termijnen mogen het in de praktijk niet onmogelijk maken rechten uit te oefenen die de nationale rechter verplicht is te handhaven" (1).

Of nog :

"Ofschoon (de terugbetaling van inschrijvingsrechten) slechts kan worden gevorderd met inachtneming van de voorwaarden inzake inhoud en vorm zoals die in dezen in de verschillende nationale wetgevingen zijn vastgelegd, neemt dit niet weg ... dat die voorwaarden niet minder gunstig mogen zijn dan die welke betrekking hebben op soortgelijke interne vorderingen en niet zo gesteld mogen worden dat het uitoefenen van

.../...

---

(1) Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, zaken (33 en 45/76, REWE en COMET, van 16 december 1976), Jurisprudentie, 1976, blz. 1989 en 2043.

de rechten die door de rechtsorde van de gemeenschap worden verleend, in de praktijk onmogelijk wordt" (1) (2).

De ontworpen wet bepaalt geen voorwaarden inzake terugbetaling van de inschrijvingstaks die minder gunstig zijn dan die welke betrekking hebben op de interne beroepen inzake met het zegel gelijkgestelde taksen.

Zij ontzegt de belastingplichtigen aan wie meer dan twee jaar vóór 4 februari 1988 een inschrijvingsbewijs is uitgereikt, immers niet het recht om de terugbetaling te bekomen van de onrechtmatig geïnde taks, hetzij zij daarom verzocht hebben overeenkomstig artikel 11 van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen, hetzij zij de verjaring van twee jaar, bepaald in artikel 202^{8} van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen gestuit hebben door gebruik te maken van de in artikel 202^{9} van hetzelfde Wetboek bepaalde wijze van stuiting.

.../...

(1) Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, zaak 309/85, arrest van 2 februari 1988, BARRA.

(2) In verband met de verhouding tussen het gemeenschapsrecht en het nationale procesrecht vergelijke men o.a. Barav. A., "La répétition de l'indu dans la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes", Cah. dr. eur., 1981, blz. 507-538; Hubeau F., "La répétition de l'indu en droit communautaire", Rev. trim. dr. eur., 1981, blz. 442-470; Waelbroeck M., "La nature du droit au remboursement des montants payés contrairement au droit communautaire", Liber Amicorum, J. Mertens de Wilmars, Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1982, blz. 431-439 en de erin geciteerde literatuurplaatsen.

Bovendien krijgen de personen wier vordering tot teruggaaf van de inschrijvingstaks niet verjaard was op de datum van de uitspraak van het arrest van 4 februari 1988 een recht op terugbetaling van de taks, dankzij een verlenging van de verjaringstermijn.

Daarentegen zegt het wetsontwerp niets over een eventuele terugbetaling van de bedragen die als belasting over de toegevoegde waarde geheven zijn op de kortingen die werden toegestaan op de catalogusprijs van de nieuwe wagens.

Het komt de Regering en het Parlement toe te oordelen of het niet nodig is, opdat de arresten van het Hof van Justitie ten volle uitvoering kunnen krijgen, te voorzien in de terugbetaling van het gedeelte van de belasting over de toegevoegde waarde dat ten onrechte geïnd is voordat de wet van 31 juli 1984 in werking is getreden en of, om de gelijkheid te bewaren tussen degenen die de inschrijvingstaks betaald hebben en degenen die ten onrechte een gedeelte van de belasting over de toegevoegde waarde gestort hebben, er ten voordele van deze laatsten niet dient te worden voorzien in een verlenging van de verjaringstermijn, die overeenkomt met die welke geldt voor degenen die de inschrijvingstaks betaald hebben. Die verlenging zou gerechtvaardigd worden door de omstandigheid dat de rechtsvordering tot teruggave van een gedeelte van de belasting over de toegevoegde waarde - die luidens artikel 81 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde verjaart door verloop van vijf jaar - weldra zou zijn verjaard ten aanzien van degenen die geen vordering tot teruggaaf zouden hebben ingesteld of die de verjaring niet zouden hebben gestuit overeenkomstig artikel 83 van hetzelfde Wetboek.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In het ontworpen artikel 5, § 1, bevat het tweede lid een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse tekst "tussen twee van elkaar onafhankelijke partijen" en de Franse tekst "... entre un fournisseur et un preneur indépendants".

Indien de Nederlandse tekst overeenstemt met de bedoeling van de Regering, dient de Franse tekst op dezelfde wijze te worden geredigeerd als de Nederlandse, die deugdelijker lijkt.

Artikel 4.

Aan het slot van dit artikel schrijve men in de Franse tekst : "... le délai de prescription est prorogé jusqu'à ce dernier jour".

Artikel 5.

Eerste lid.

Krachtens artikel 15, § 2, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, bepaalt de Koning "de formaliteiten en voorwaarden waaraan de teruggaven onderworpen zijn (...) en de wijze waarop ze plaatshebben".

Volgens artikel 11, vijfde lid, van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen worden "de vorm van de aanvraag om teruggaaf (en) de over te leggen stukken tot staving van het bestaan van de oorzaak van teruggaaf (...) door of vanwege de Minister van Financiën bepaald".

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het wetsontwerp afwijkt van de bevoegdheidsverdeling, zoals zij voortvloeit uit artikel 15, § 2, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen en uit het aangehaalde artikel van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen.

In feite komt het de Koning toe de formaliteiten en voorwaarden te bepalen waaraan de teruggaven onderworpen zijn, alsmede de wijze waarop ze plaatshebben.

Dat lid moet derhalve vervallen.

Tweede lid.

Indien de Koning bevoegd is om de ontworpen bepaling vast te stellen, dan behoort die bepaling in het koninklijk besluit tot uitvoering van dit ontwerp te staan.

Artikel 6.

Het spreekt vanzelf dat de aanvragen tot teruggaaf die zouden zijn ingediend vóór het uitvaardigen van

.../...

de verordeningsmaatregelen die de Koning of de minister zou kunnen vaststellen, ontvankelijk zullen moeten worden verklaard, indien ze voldoen aan de voorwaarden van de reglementering die van toepassing was op het ogenblik waarop de aanvragen tot teruggaaf ingediend zijn.

In de Nederlandse tekst van het artikel vervange men de woorden "Dit besluit" door de woorden "Deze wet".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-C. GEUS, conseillers d'Etat,
M. HANOTIAU, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.